



ÉTUDE APPROFONDIE SUR L'EAU DANS LE GRAND SUD DE MADAGASCAR

Rapport sur les opportunités de programmation

23 Juillet 2024

AVERTISSEMENT : Ce rapport est rendu possible grâce au soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de ce rapport est de la seule responsabilité de l'Aquaya Institute et d'Hydroconseil et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

REMERCIEMENTS

Ce document de recherche a été préparé par Emma Cheurfa et Paul Evans avec le soutien de l'équipe de projet d'Hydroconseil. Nous remercions les évaluateurs suivants : Ranjiv Khush et Jeff Albert d'Aquaya.

Préparé pour l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) par le projet Rural Evidence and Learning for Water (REAL-Water) sous l'accord de coopération numéro 7200AA21CA00014.

Contacts d'Aquaya :

Ranjiv Khush, Directeur de projet

ranjiv@aquaya.org

Jeff Albert, Directeur de projet adjoint

jeff@aquaya.org

Dayna Hansberger, Responsable senior des programmes et des opérations

dayna@aquaya.org

A PROPOS DE USAID/REAL-WATER

Le projet Rural Evidence and Learning for Water (REAL-Water) de USAID est un partenariat de cinq ans visant à développer et évaluer des stratégies pour améliorer l'accès à des services d'eau fiables, équitables et durables en milieu rural.

Grâce à la recherche appliquée, REAL-Water soutient les décideurs, les partenaires du développement et les prestataires de services dans leurs décisions stratégiques et la mise en œuvre des meilleures pratiques de gestion de l'eau.

Le projet veille également à coordonner ses efforts avec les autres programmes de USAID, contribuant ainsi à enrichir les connaissances sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) ainsi que sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), en alignement avec l'Agenda de recherche sur la mise en œuvre de l'eau pour le monde de USAID.

Pour en savoir plus et accéder à nos ressources, nous vous invitons à visiter globalwaters.org/realwater.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	2
A propos de USAID/REAL-WATER	2
SOMMAIRE	3
SCHÉMAS ET TABLEAUX	4
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	5
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
Principales constatations	7
Coordination avec les partenaires	8
Recommandations	8
Prochaines étapes	10
INTRODUCTION	11
Objectifs du rapport	11
Activités terminées au moment de l'écriture du rapport	11
Structure du rapport et prochaines étapes	11
APERÇU GENERAL	12
Développement durable de l'approvisionnement en eau dans le Grand Sud : les défis à relever	12
Alignement avec Rano Mahariitra, nouveau projet d'USAID dans le Grand Sud	12
Coordination stratégique et opérationnelle avec la banque mondiale / projet mionjo et d'autres acteurs internationaux tels que l'Union européenne et la Banque Africaine de Développement	13
Synthèse des recommandations	14
THÈME I : METTRE EN PLACE DES OPERATEURS PRIVES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU (PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE (PPP)) ET DES SYSTEMES COGERES AVEC LES COMMUNAUTES (PPP-C)	15
Opportunités de programmation	15
Concevoir et fournir un soutien en gestion technique, commerciale, administrative et financière aux opérateurs privés d'approvisionnement en eau	15
Développer des modalités pour des subventions intelligentes afin d'aider les opérateurs privés à améliorer la qualité et la valeur du service en milieu rural, en particulier pour les systèmes de pompage manuel	16
Développer des mécanismes de maintenance et de réparation pour les points d'eau gérés par les communautés (ppp-c)	16
Mesures de soutien pour l'adoption de « contrats d'affermage groupés » (ou « affermage en zones de service », connus en Afrique continentale sous le nom d'affermage régional)	17
Engagement communautaire pour augmenter la volonté de payer pour les services d'eau potable	17

THEME 2: RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES LOCALES, REGIONALES ET NATIONALES	18
Opportunités de programmation	18
Plaider auprès du MEAH pour faire progresser des actions institutionnelles destinées à améliorer l’environnement des affaires pour les opérateurs privés	18
établir un mécanisme centralisé pour surveiller et rapporter la fonctionnalité et autres paramètres de performance des systèmes, dans une base de données publique régulièrement mise à jour	18
Financer un assistant technique WASH au MEAH à Antananarivo	19
Soutenir le développement des capacités locales dans les dreach et les communes	19
THEME 3 : AMELIORER L’OPERATIONNALISATION ET LA COORDINATION	20
Opportunités de programmation	20
Renforcer la mission de USAID à Madagascar : Coopération opérationnelle USAID/HPN et USAID/BHA	20
Encourager USAID/BHA et USAID/HPN à explorer des opportunités d’intégration du secteur privé dans les interventions humanitaires	21
Soutenir les plateformes de coordination opérationnelle aux niveaux national et local	21
CADRE DE MISE EN ŒUVRE	23
Défis de mise en œuvre	23
Calendrier, Test pilotes et échelle du projet	24
lieux de mise en œuvre potentiels	24
Rôles et responsabilités des parties prenantes	28
Intégration de la dimension de genre	29
Intégration de l’activité agricole	29
PROCHAINES ETAPES	30
ANNEXE A	31
ANNEXE B	34

SCHÉMAS ET TABLEAUX

Schéma 1 Vue d’ensemble des recommandations stratégiques	13
Schéma 2 Emplacements potentiels des essais d’activités locales	27
Tableau 1 Aperçu des recommandations	9
Tableau 2 Identification des risques au niveau de la stratégie des projets	23
Tableau 3 Geographical selection considerations	25
Tableau 4 Principales parties prenantes	28

Liste des abréviations et acronymes

AES	Alimentation en Eau dans le Sud
AfDB	Banque Africaine de Développement
BDEA-SESAM	Base de données sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement
BNGRC	Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes
CCR	Comité Consultatif Régional
COFIL	Comité de Pilotage du Projet Mionjo
CTD	Collectivités territoriales décentralisées
DEC	Centre de Documentation sur l'Expérience du Développement
DREAH	Direction Régionale de l'Eau, Assainissement et Hygiène
EU	Union Européenne
FDL	Fonds de Développement Local
FGD	Discussions en focus groupes
GIS	Système d'Information Géographique
GoM	Gouvernement de Madagascar
IDA	Association Internationale de Développement
IRWM	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
KII	Entretien avec un Informateur Clé
MDAT	Ministère de la Décentralisation
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
MEF	Ministère des Finances
MINAE	Ministère de l'Agriculture
MOD	Maitre d'Ouvrage Déléguée
MUS	Services multi-usages
PAAEP	Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable
PICAS I	Programme de Pôles intégrés de croissance agricole et agro-industriel au Sud de Madagascar
PID	Document d'Information du Projet
PLDII	Plan de Développement Local
PMH	Pompe à motricité humaine
PMU	Unité de Gestion du Projet
POS	Procédure Opérationnelle Standard

PPP	Partenariat Public-Privé
PPP-C	Partenariat Public-Privé - Communautaire
PTF	Partenaire technique et financier
NGO	Organisation Non Gouvernementale
SAEP	Système d'approvisionnement en eau potable
SEED	Développement Économique et Environnemental Durable
SLC	Structures de Consultation Locales
SOREA	Organisme Régulateur du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement
STEAH	Services Techniques de l'Eau, Assainissement et Hygiène
USAID BHA	USAID Bureau de l'Aide Humanitaire
USAID HPN	USAID Santé, Population et Nutrition
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport sur les opportunités de programmation, issu de l'étude approfondie sur l'eau dans le Grand Sud de Madagascar, propose des recommandations stratégiques et des leviers actionnables à court terme pour améliorer la gestion de l'approvisionnement en eau dans les régions Androy et Anosy.

Ces recommandations ont en partie été élaborées pour orienter le nouveau projet USAID, Rano Maharitra, lancé en mai 2024, qui vise à renforcer l'accès des ménages ruraux à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène dans 7 régions de Madagascar, notamment dans les régions Anosy et Androy.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Bien que les défis liés à la disponibilité des ressources en eau, tant de surface que souterraines, persistent dans le Grand Sud, les problèmes majeurs entravant la durabilité et la fiabilité des systèmes d'eau potable (SAEP) sont liés à la faiblesse des capacités institutionnelles et techniques locales, notamment pour absorber les multiples travaux de réhabilitation en cours.

Parmi les problèmes spécifiques, nous notons :

1. Des infrastructures d'approvisionnement en eau au niveau des villages, y compris celles réhabilitées ces dernières années, qui demeurent largement dysfonctionnelles;
2. Un manque de capacités techniques et de gestion au sein des communes et des communautés villageoises pour gérer et entretenir les petites installations (forages avec pompes manuelles). L'entretien et la maintenance des infrastructures hydrauliques étant absents des plans d'investissements du projet Mionjo de la Banque mondiale, USAID pourrait envisager de combler ce manque en s'engageant sur ce sujet;
3. Une insuffisance des capacités administratives, financières et techniques au sein des communes et de la Direction Régionale en Eau, Assainissement et Hygiène (DREAH) pour suivre, gérer et réguler efficacement les contrats d'affermage ;
4. Une performance insuffisante des services techniques et de gestion financière et commerciale des opérateurs privés, en grande partie due à un recouvrement des coûts inadéquat ;
5. Un manque généralisé de préparation des communes et des communautés pour passer d'une gestion informelle des SAEP à une gestion formelle (avec des exigences de paiement strictes) ;
6. Une absence de mécanismes efficaces de coordination opérationnelle et de rétro-alimentation des leçons apprises sur le terrain, entre les bailleurs, les institutions et les partenaires de mise en œuvre ;
7. Les points d'eau récemment réhabilités par USAID/BHA dans les districts de Beloha et Tsihombe (région d'Androy) ne fonctionnent plus. Il existe donc des opportunités de collaboration entre les équipes USAID/HPN et USAID/BHA pour s'améliorer et renforcer la programmation intégrée humanitaire/développement.

COORDINATION AVEC LES PARTENAIRES

Le projet Mionjo, financé par la Banque mondiale, comprend la réhabilitation d'environ 800 forages ruraux équipés de pompes manuelles, dont certaines seront remplacées par des pompes à énergie solaire. Ce projet multisectoriel majeur influence les dynamiques de gestion des SAEP dans le Grand Sud.

Des entretiens approfondis ont été menés avec le personnel du projet Mionjo, qui a mentionné certaines lacunes dans sa programmation, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités communales et des opérateurs pour la gestion des SAEP.

Ces lacunes pourraient être comblées par USAID Madagascar, à travers le programme Rano Maharitra, si le personnel d'USAID Madagascar et les partenaires de mise en œuvre y sont favorables. L'équipe du projet Mionjo a exprimé un intérêt marqué à collaborer avec USAID.

Nous notons également qu'une coordination étroite sera nécessaire avec d'autres acteurs majeurs du secteur de l'eau au niveau national, tels que le Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau Potable (PAAEP) de la Banque mondiale, le Green Deal (Pacte Vert) de l'Union Européenne (UE) et le Programme de Pôles Intégrés de Croissance Agricole et Agro-Industriel au Sud de Madagascar (PICAS I) de la Banque Africaine de Développement (AfDB).

RECOMMANDATIONS

Les recommandations proposées sont présentées dans le tableau I.

Elles s'articulent autour de trois grands thèmes et visent à améliorer la gestion des SAEP, tant au niveau communautaire qu'au niveau du secteur privé. L'objectif premier demeure la durabilité des infrastructures pour que le Grand Sud ne soit plus considéré comme un « cimetière de projet ». Si leur mise en œuvre est réussie, ces solutions devraient bénéficier plus largement à la productivité agricole et offrir des opportunités aux femmes.

Les recommandations incluent plusieurs pistes de programmation pour relever les défis et combler les lacunes identifiées. Elles portent sur :

- 1) l'accompagnement des communes dans la planification des investissements locaux en approvisionnement en eau et la gestion des contrats d'affermage, en collaboration avec les opérateurs privés et la DREAH ;
- 2) la mise en place de partenariats Public-Privé-Communautaire (PPP-C) pour les petits villages (généralement moins de 500 habitants), en collaboration avec les opérateurs privés.

Tableau 1 Aperçu des recommandations

Thème	Opportunités de programmation
<p><i>Thème 1:</i> Mettre en place des opérateurs privés de services d'approvisionnement en eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir et fournir un soutien en gestion et en administration des affaires aux opérateurs privés d'approvisionnement en eau. • Développer des modalités de subventions intelligentes afin de soutenir les opérateurs privés en améliorant les services de maintenance technique. L'objectif sera d'améliorer la proposition de valeur des services rendus par les systèmes ruraux tout en tenant compte de la faible capacité à payer des usagers. • Élaborer des mécanismes de communication, entretien et réparation pour les points d'eau gérés par la communauté (PPP-C). • Plaider pour l'adoption de contrats d'affermage consolidés (ou affermage en « zones de service ») agrégeant de nombreux SAEP, afin d'atteindre le seuil de rentabilité nécessaire à la couverture des OPEX. • Renforcer l'engagement communautaire pour augmenter la propension à payer pour les services d'eau potable.
<p><i>Thème 2:</i> Renforcer les capacités institutionnelles locales et nationales</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plaider auprès du MEAH pour faire avancer les actions institutionnelles visant à améliorer l'environnement des affaires des opérateurs privés. • Établir un mécanisme centralisé pour le suivi et le rapportage sur la fonctionnalité et la performance des SAEP, dans une base de données publique régulièrement mise à jour. • Financer un poste d'assistant technique WASH auprès du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH). • Soutenir le développement des capacités au niveau local au sein de la DREAH et des communes.
<p><i>Thème 3:</i> Améliorer les modes opératoires et la coordination</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la coopération opérationnelle et le partage de données au sein de la Mission USAID Madagascar, notamment entre USAID/Santé, Population et Nutrition (HPN) et le Bureau de l'Aide Humanitaire (USAID/BHA). • Encourager USAID/BHA et USAID/HPN à explorer des opportunités pour intégrer plus efficacement le secteur privé dans les interventions humanitaires. • Soutenir les plateformes de coordination opérationnelle aux niveaux national et local. • Collaborer avec la Banque mondiale au sujet de l'entretien et de la maintenance des SAEP, pour compléter le projet Mionjo et améliorer son impact.

Résoudre les défis identifiés ci-avant devrait permettre d'améliorer l'approvisionnement en eau dans les régions visées par l'étude.

Toutefois, des incertitudes persistent quant à la capacité des aquifères locaux à répondre à la demande en eau à long terme dans le Grand Sud, notamment en ce qui concerne les eaux souterraines salines et saumâtres présentes dans les aquifères sédimentaires côtiers peu profonds.

Une exploration hydrogéologique complémentaire par site sera nécessaire pour préciser les rendements potentiels et la durabilité de ces aquifères. Le besoin de lever les incertitudes sur les rendements des eaux souterraines dépendra en partie des progrès réalisés par les projets de mobilisation des eaux de surface menés par la Banque mondiale sur les rivières Mandrare et Efaho.

En attendant, toutes les parties prenantes concernées devraient explorer des opportunités pour une planification unifiée de l'approvisionnement et de la gestion des ressources en eau. **Une approche de Gestion Intégrée des Ressources en Eaux (GIRE) est préconisée.**

PROCHAINES ETAPES

Un atelier de révision avec l'équipe de USAID est prévu le 19 juillet 2024 pour discuter des recommandations et développer une feuille de route. Cette concertation pourrait conduire à la conception et à l'affinement des activités de Rano Maharitra.

Cet atelier constituera la dernière activité prévue dans le cadre de l'étude.

INTRODUCTION

OBJECTIFS DU RAPPORT

Ce rapport présente des recommandations stratégiques et des leviers actionnables à court terme pour « répondre aux besoins des populations rurales vivant dans les zones arides du sud, en situation de stress hydrique et alimentaire ». Ces recommandations ont considéré :

1. les priorités clés d'USAID à Madagascar
2. la collaboration avec le secteur privé,
3. la durabilité des systèmes et ;
4. les subventions possibles, en explorant leur utilisation appropriée et leur ciblage»¹.

Les données brutes collectées dans le cadre du projet, y compris les données SIG, seront partagées avec USAID et téléchargées dans le DEC et le DDL, selon les besoins.

ACTIVITES TERMINEES AU MOMENT DE L'ECRIURE DU RAPPORT

1. En décembre 2023, **une revue documentaire d'environ 295 documents a été réalisée**, ayant aboutie à un diagnostic des données manquantes et des lacunes clés du secteur
2. Une mission de terrain **a été effectuée dans la Zone d'Intérêt** par un groupe d'experts nationaux et internationaux en janvier-février 2024, suivie de **72 discussions de groupe (FGD)**.
3. **61 entretiens avec des informateurs clés (KII)** ont été réalisés tout au long de l'étude. **Des réunions supplémentaires ont eu lieu début juillet avec les représentants d'USAID Madagascar, du Projet Mionjo et de CARE** pour discuter des recommandations et des possibilités de coordination future.
4. Un **atelier sur la sécurité hydrique en Anosy et Androy** a été organisé le 25 avril 2024 pour discuter des opportunités de coordination et de programmation avec les principaux donateurs et le MEAH.
5. Un **rapport d'analyse technique à été réalisé** en mai 2024 détaillant les visites techniques sur le terrain, les FGD, les KII, une analyse financière sommaire pour la couverture des couts des systèmes, l'analyse des lacunes clés, et la présentation de recommandations stratégiques préliminaires.

STRUCTURE DU RAPPORT ET PROCHAINES ETAPES

Ce rapport présente une vue d'ensemble du contexte, des recommandations axées sur les trois thèmes stratégiques et des opportunités de programmation. Il inclut également un cadre de mise en œuvre, une évaluation des risques et une liste d'actions prioritaires. Pour les détails techniques et l'analyse approfondie de l'étude, il est recommandé de se référer

¹ Cahier des Charges du Buy-In
REAL WATER – ÉTUDE APPROFONDIE SUR L'EAU DANS LE GRAND SUD DE MADAGASCAR – RAPPORT SUR LES OPPORTUNITES DE PROGRAMMATION

aux rapports antérieurs, notamment l'étude documentaire et le rapport d'analyse technique.

APERÇU GENERAL

DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LE GRAND SUD : LES DEFIS A RELEVIER

Les défis liés à la disponibilité des ressources en eau, tant de surface que souterraines, persistent dans le Grand Sud. Toutefois, les problèmes majeurs entravant la durabilité et la fiabilité des systèmes d'eau potable (SAEP) sont liés à la faiblesse des capacités institutionnelles et techniques locales, notamment pour absorber les multiples travaux de réhabilitation en cours.

Parmi les problèmes spécifiques, nous notons :

1. Des infrastructures d'approvisionnement en eau au niveau des villages, y compris celles réhabilitées ces dernières années, qui demeurent largement dysfonctionnelles;
2. Un manque de capacités techniques et de gestion au sein des communes et des communautés pour gérer et entretenir les petites installations villageoises (forages avec pompes manuelles). L'entretien et la maintenance des infrastructures hydrauliques étant absents des plans d'investissements du projet Mionjo de la Banque mondiale, USAID pourrait envisager de combler ce manque en s'engageant sur ce sujet;
3. Une insuffisance des capacités administratives, financières et techniques au sein des communes et de la Direction Régionale en Eau, Assainissement et Hygiène (DREAH) pour suivre, gérer et réguler efficacement les contrats d'affermage ;
4. Une performance insuffisante des services techniques et de gestion financière et commerciale des opérateurs privés, en grande partie due à un recouvrement des coûts inadéquat ;
5. Un manque généralisé de préparation des communes et des communautés pour passer d'une gestion informelle des SAEP à une gestion formelle (avec des exigences de paiement strictes) ;
6. Une absence de mécanismes efficaces de coordination opérationnelle et de rétro-alimentation des leçons apprises sur le terrain, entre les bailleurs, les institutions et les partenaires de mise en œuvre ;
7. Les points d'eau récemment réhabilités par USAID/BHA dans les districts de Beloha et Tsihombe (région d'Androy) ne fonctionnent plus. Il existe donc des opportunités de collaboration entre les équipes USAID/HPN et USAID/BHA pour s'améliorer et renforcer la programmation intégrée humanitaire/développement.

Les risques associés à la transition d'un approvisionnement en eau géré de manière communautaire à un approvisionnement géré par des opérateurs privés sont présentés dans l'Annexe A.

ALIGNEMENT AVEC RANO MAHARITRA, NOUVEAU PROJET D'USAID DANS LE GRAND SUD

Notre étude a été conduite parallèlement au développement du nouveau projet USAID Rano Maharitra. Ce projet quinquennal de 35 Millions de dollars US, lancé fin mai 2024, vise à améliorer l'accès des ménages ruraux à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) dans sept régions de Madagascar, dont les régions Anosy et Androy.

En phase de planification préliminaire pendant l'élaboration du présent rapport, le projet intègre les éléments suivants :

- Le développement des capacités institutionnelles et de la coordination intersectorielle à tous les niveaux ;
- Une offre améliorée de produits d'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH ou WASH en anglais) pour répondre aux besoins des populations locales ;
- Un financement renforcé pour soutenir le secteur WASH ;
- L'amélioration de l'accès et de l'utilisation des produits et services d'EAH.

CARE dirige le consortium Rano Maharitra, qui inclut BUSHPROOF, iDE, MIARAKAP, SANDANRANO et WaterAid.

Des échanges approfondis ont eu lieu entre notre équipe et CARE pour garantir que nos recommandations viennent soutenir et orienter la mise en œuvre de Rano Maharitra, notamment sur l'organisation du marché de l'eau en Anosy et Androy, et le renforcement des capacités des opérateurs locaux.

COORDINATION STRATEGIQUE ET OPERATIONNELLE AVEC LA BANQUE MONDIALE / PROJET MIONJO ET D'AUTRES ACTEURS INTERNATIONAUX TELS QUE L'UNION EUROPEENNE ET LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Des investissements importants, actuels et futurs, de la Banque mondiale (PAAEP et Mionjo), de l'Union Européenne (Green Deal/Pacte Vert) et de la Banque Africaine de Développement (PICAS I - Transfert d'eau du fleuve Efaho vers la région d'Ambovombe) continueront d'influencer le secteur de l'eau au cours des prochaines années dans les régions Androy, Anosy et Atsimo Andrefana.

Le projet Mionjo, qui réhabilite plus de 700 forages ruraux dans 235 communes (Phase 1 prévue pour 2025 et Phase 2 pour 2029), est particulièrement pertinent pour la planification de USAID. Il prévoit une gestion durable des systèmes par des partenariats public-privé (PPP) et des partenariats public-privé-communautaire (PPP-C) pour les systèmes trop petits ou isolés pour attirer des opérateurs privés.

Depuis 2020, le projet Mionjo travaille sur la gouvernance décentralisée, en mettant en place des mécanismes locaux de prise de décision et des canaux de financement direct pour les autorités communales, incluant le Fonds de Développement Local (FDL). Cela permet au projet de financer les communes directement plutôt qu'à travers les ministères centralisés à Antananarivo.

Mionjo collabore aussi étroitement avec les Comités Consultatifs Régionaux (CCR) et les Structures de Consultation Locale (SLC) dans toutes les communes cibles, assurant la continuité des activités malgré les changements politiques et administratifs. Les communes bénéficiaires sont sélectionnées en fonction des besoins recensés dans leurs Plans de Développement Locaux (PLDII). Ces structures constituent un bon ancrage institutionnel régional et local pour définir et soutenir les projets financés par USAID.

L'équipe du projet Mionjo a confirmé son intérêt à collaborer activement avec USAID dans la zone d'étude afin de compléter son programme d'activités. L'équipe de Mionjo a souligné les

opportunités suivantes pour la programmation d'USAID qui ne sont pas couvertes par le mandat de Mionjo :

- Un soutien pour le suivi et la gestion patrimoniale des SAEP par les communes, notamment celles ayant fixé les investissements en eau comme priorité dans leur planification. L'appui à la gestion des contrats d'affermage avec des opérateurs privés et la DREAH a été identifié comme besoin;
- Un appui pour la gestion des points d'eau dans les petits villages (moins de 500 habitants) via des arrangements PPP-C ;
- Un accompagnement des opérateurs privés d'approvisionnement en eau au niveau technique, commercial et financier.

Nous recommandons que USAID s'appuie sur les récentes discussions entre l'équipe de coordination et le projet Mionjo, ainsi que sur d'autres parties prenantes, y compris le MEAH, pour garantir une coordination optimale et un alignement avec les autres initiatives. Cette approche permettra de **compléter sans dupliquer les activités d'autres acteurs**, particulièrement en ce qui concerne les communes, les Services Techniques de l'Eau, Assainissement et Hygiène (STEAH) et le renforcement des capacités locales. L'Annexe B fournit un aperçu du projet Mionjo pour soutenir la planification d'USAID et les futures discussions de collaboration.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

Les recommandations stratégiques présentées ici répondent aux défis énumérés ci-dessus tout en répondant à la demande d' USAID de se concentrer sur 1) des zones géographiques cibles rurales et 2) des éléments de programmation sur l'approvisionnement en eau axés sur le renforcement institutionnel et des capacités.

Comme présenté dans le Schéma 1, nous avons regroupé nos recommandations en trois thèmes :

- 1) Soutien aux opérateurs privés et aux communautés,
- 2) Renforcement des capacités institutionnelles, et
- 3) Amélioration de la coordination.

En pratique, **il existe des chevauchements entre ces recommandations, créant des opportunités significatives pour une programmation intégrée**. USAID devra prioriser les opportunités de programmation et les recommandations à intégrer dans le processus de planification de Rano Maharitra.

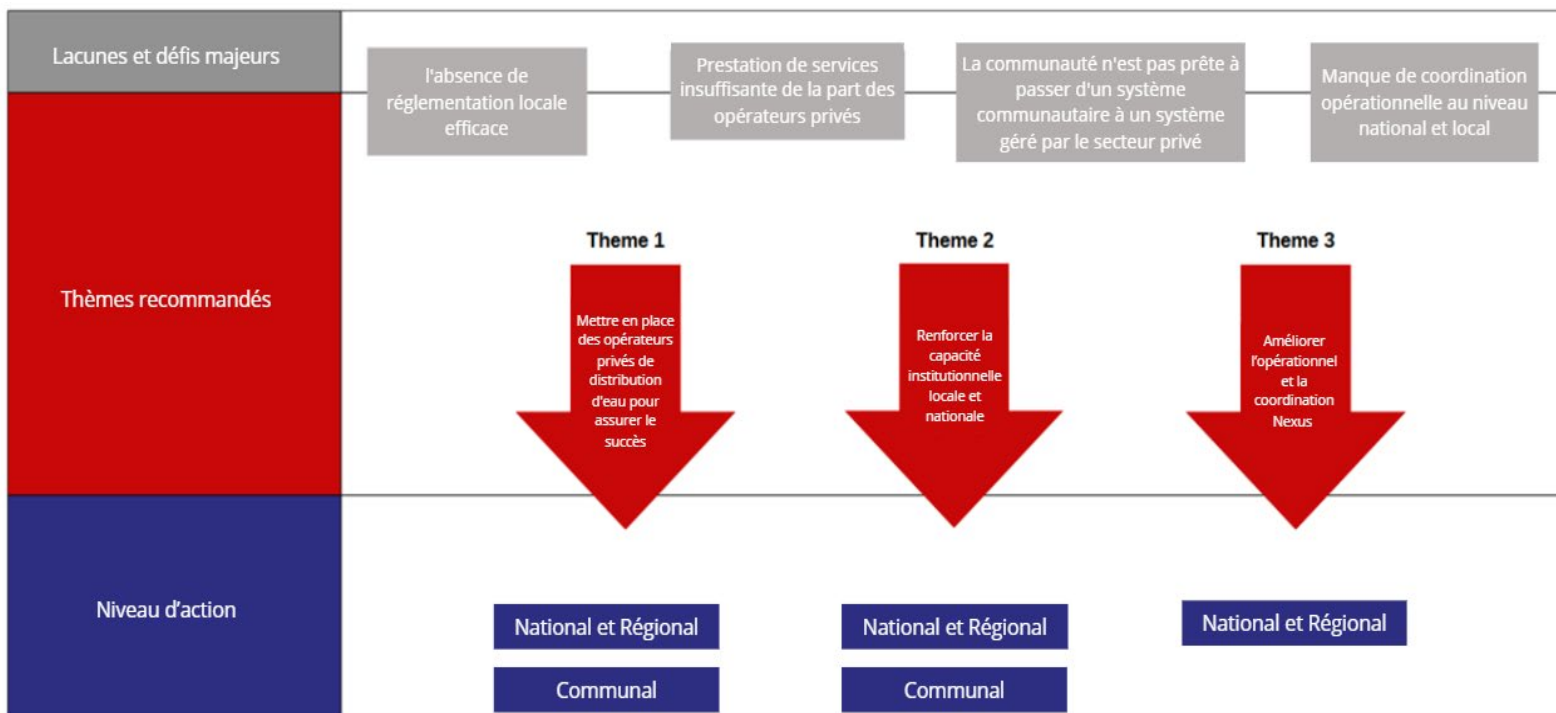


Schéma 1 Vue d'ensemble des recommandations stratégiques

THÈME 1 : METTRE EN PLACE DES OPERATEURS PRIVÉS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU (PAR LE BIAIS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE (PPP)) ET DES SYSTEMES COGERES AVEC LES COMMUNAUTES (PPP-C)

OPPORTUNITES DE PROGRAMMATION

CONCEVOIR ET FOURNIR UN SOUTIEN EN GESTION TECHNIQUE, COMMERCIALE, ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE AUX OPERATEURS PRIVÉS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le renforcement des capacités à long terme peut aider les opérateurs privés à améliorer leurs pratiques de gestion, leur efficacité et la qualité de leur service, contribuant ainsi à la durabilité des infrastructures d'approvisionnement en eau. Ces activités pourraient inclure :

1. **Définir les besoins spécifiques des opérateurs privés** : collaborer avec les opérateurs privés locaux par le biais d'une cartographie des capacités existantes et d'ateliers pour définir les capacités manquantes, le besoin de financement et la bonne échelle de couverture géographique.
2. Utiliser les résultats de l'analyse des besoins pour :
 - **Concevoir et mettre en œuvre une formation professionnelle** sur le développement d'un business plan, l'entretien et la maintenance des infrastructures, la planification et la

- gestion des actifs, la modernisation des forages à pompes manuelles par des pompes solaires, le suivi des et reporting des activités , la facturation, la planification financière, la gestion commerciale, la fiscalité et l'engagement communautaire.
- **Organiser des ateliers d'échange d'expériences** entre pairs impliquant des opérateurs privés (comme Ny Ravo et Sandandrano) intervenant dans d'autres régions de Madagascar et gérant des entreprises prospères.
 - **Améliorer les systèmes de collecte, de reporting et de gestion des données** sur la qualité de l'eau, l'état des systèmes et les tendances d'utilisation. Cela pourrait impliquer la mise en place de compteurs intelligents et l'utilisation de Systèmes d'Information Géographique (SIG) pour cartographier et surveiller le réseau de distribution.

DEVELOPPER DES MODALITES POUR DES SUBVENTIONS INTELLIGENTES AFIN D'AIDER LES OPERATEURS PRIVES A AMELIORER LA QUALITE ET LA VALEUR DU SERVICE EN MILIEU RURAL, EN PARTICULIER POUR LES SYSTEMES DE POMPAGE MANUEL

L'approvisionnement en eau en milieu rural est souvent peu rentable, et constitue un défi opérationnel particulièrement marqué.

Pour soutenir la viabilité financière des opérateurs privés, des subventions bien conçues peuvent jouer un rôle clé. Les subventions basées sur la performance ou les résultats sont liées à des indicateurs définis, tels que, par exemple, le maintien en bon état des installations et les délais de réponse en cas de panne.

Toute subvention liée à la performance exige des vérifications précises, ce qui peut s'avérer chronophage et coûteux. Il est donc crucial de planifier ces dispositifs de façon judicieuse, en prévoyant des ressources adaptées et en mettant en place des systèmes de suivi fiables. Cela pourrait inclure l'utilisation de technologies de contrôle automatisé, comme des capteurs dans les forages pour mesurer les niveaux d'eaux souterraines ou des compteurs de débit automatisés.

Étant donné le rôle prépondérant des femmes dans la collecte d'eau dans ces zones rurales, des subventions favorisant leur implication dans les activités de suivi et de rapportage pourraient être intégrées, apportant ainsi une dimension inclusive au processus. Pour autant, pour être en adéquation avec la réalité socio anthropologique du Grand Sud malgache, les lignages familiaux doivent être respectés dès la programmation et constituer un appui lors de la mise en œuvre.

DEVELOPPER DES MECANISMES DE MAINTENANCE ET DE REPARATION POUR LES POINTS D'EAU GERES PAR LES COMMUNAUTES (PPP-C)

Malgré la mise à niveau généralisée des forages dans la zone d'intérêt, une proportion significative des SAEP au niveau des villages continuera de dépendre de forages gérés au niveau communautaire, équipés de pompes manuelles.

Bien que le projet Mionjo ait adopté le partenariat public-privé-communautaire (PPP-C) comme stratégie de résilience à long terme pour l'approvisionnement des petits villages isolés, il n'existe pas de programme régional cohérent pour soutenir les communautés et les communes dans l'exploitation et la maintenance des SAEP. Pour combler cette lacune, nous soulignons les opportunités de programmation suivantes :

1. Collaboration avec l'équipe du projet Mionjo **pour cartographier les petits SAEP devant entrer dans la catégorie de gestion PPP-C.**
2. **Soutien aux organisations locales existantes pour tisser un réseau de partenaires pour les opérateurs** (par exemple, la professionnalisation de FIFARAFIA, une organisation

spécialisée dans la réparation des pompes manuelles, qui offre une portée communautaire et communale, mais qui manque de capacités de gestion commerciale et technique).

MESURES DE SOUTIEN POUR L'ADOPTION DE « CONTRATS D'AFFERMAGE GROUPES » (OU « AFFERMAGE EN ZONES DE SERVICE », CONNUS EN AFRIQUE CONTINENTALE SOUS LE NOM D'AFFERMAGE REGIONAL)

L'analyse financière réalisée pour l'étude a conclu qu'une population d'au moins 2000 habitants est nécessaire pour qu'un opérateur privé puisse gérer un système d'approvisionnement en eau géographiquement isolé, de manière financièrement viable, en raison de la faiblesse des recettes, de coûts d'exploitation et de transports élevés et d'un pouvoir d'achat irrégulier et très limité des consommateurs.

La consolidation de multiples petits systèmes d'eau peut conduire à des économies d'échelle et à des gains d'efficacité opérationnelle dans le Grand Sud (où des systèmes d'eau individuels peuvent servir moins de 500 personnes). Bien que cette consolidation puisse offrir ces avantages, le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (MEAH) ne s'engage actuellement pas dans des contrats d'affermage groupés.

Les activités suivantes pourraient être mises en place pour générer des preuves en faveur de la formalisation des contrats d'affermage groupés et de la mise en œuvre d'une réglementation appropriée avec le MEAH :

1. **Ateliers pour les opérateurs privés** : Organiser des ateliers ou des sessions de travail individuelles animés par des professionnels du secteur pour analyser les modèles d'affaires actuels et confirmer la masse critique d'utilisateurs d'eau nécessaire pour atteindre une prestation de services rentable et professionnelle.
2. **Développement d'un modèle de plan d'affaires robuste** : Utiliser les résultats des ateliers pour élaborer un modèle de plan d'affaires solide qui inclut des coûts d'exploitation réalistes, un système tarifaire équitable et le nombre d'utilisateurs d'eau requis pour garantir des opérations rentables.
3. **Ateliers techniques avec d'autres partenaires de mise en œuvre** : Organiser des ateliers techniques avec d'autres partenaires (Mionjo, UNICEF, Banque Africaine de Développement, UE) pour évaluer de manière critique le potentiel des contrats d'affermage groupés dans le Grand Sud, afin d'établir une position commune.
4. **Financement de missions d'échange pour le personnel du MEAH** : Examiner la possibilité de financer des missions d'échange pour le personnel du MEAH dans des pays mettant en œuvre des contrats d'affermage régionaux, tels que le Bénin ou le Cambodge.

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE POUR AUGMENTER LA VOLONTE DE PAYER POUR LES SERVICES D'EAU POTABLE

Améliorer la compréhension des communautés sur la nécessité de payer pour un service d'eau potable professionnel est essentiel afin de créer un environnement favorable aux opérateurs privés.

Pour y parvenir, des campagnes de sensibilisation et d'éducation bien conçues et ciblées sont à considérer. Celles-ci pourraient inclure des **forums communautaires, des processus participatifs pour la prise de décision, et des mécanismes de retro-alimentation des usagers sur le service**, pour garantir que ce dernier réponde aux besoins et aux exigences de la communauté.

Des **campagnes de sensibilisation régionales** pourraient être mises en œuvre, via la radio, les réseaux sociaux et d'autres médias locaux (développées dans les langues locales). L'objectif serait de communiquer sur l'importance de l'utilisation durable de l'eau, du paiement pour l'eau, et sur les

implications sanitaires liées à la qualité de l'eau. Les programmes de sensibilisation communautaire devraient aussi mettre en avant l'importance de l'égalité des genres dans la gestion de l'eau.

THEME 2: RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES LOCALES, REGIONALES ET NATIONALES

OPPORTUNITES DE PROGRAMMATION

PLAIDER AUPRES DU MEAH POUR FAIRE PROGRESSER DES ACTIONS INSTITUTIONNELLES DESTINEES A AMELIORER L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES POUR LES OPERATEURS PRIVES

Les changements programmatiques du MEAH se produiront dans un contexte politique et prendront du temps.

Par exemple, au Bénin, l'adoption par le gouvernement des contrats d'affermage régionaux a pris environ 15 ans. Les recommandations suivantes supposent donc une approche à long terme et un plaidoyer soutenu, dans le dialogue et la coordination des parties prenantes :

1. Élaboration d'un **Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable pour le Grand Sud** fournissant une base objective claire pour la coordination des partenaires techniques et financiers (PTF) et la programmation des investissements (voir Thème 3) ;
2. Mise en place d'un **système de gestion des données des points d'eau géré efficacement par le MEAH** (voir recommandations ci-dessous) ;
3. Plaidoyer pour la mise en œuvre du nouveau code de l'eau et la création effective de l'organisme de régulation du secteur de l'eau (Organisme Régulateur du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement) (SOREA) ;
4. Élaboration de **contrats d'affermage** actualisés et adaptés aux besoins du Grand Sud ;
5. Développement d'un **cadre de suivi des systèmes d'approvisionnement en eau** pour les opérateurs privés, y compris une boîte à outils avec des lignes directrices, des politiques et des procédures claires pour le rapportage (*reporting*) et l'évaluation de la performance des systèmes d'eau ;
6. **Reconnaissance du rôle central de l'eau dans la résilience du Grand Sud** et encouragement d'une **programmation intégrée avec d'autres secteurs** via des ateliers entre les ministères de l'Agriculture (MINAE), de la Décentralisation (MDAT) et des Finances (MEF) afin d'améliorer les arrangements institutionnels et la co-construction des programmes.

ETABLIR UN MECANISME CENTRALISE POUR SURVEILLER ET RAPPORTER LA FONCTIONNALITE ET AUTRES PARAMETRES DE PERFORMANCE DES SYSTEMES, DANS UNE BASE DE DONNEES PUBLIQUE REGULIEREMENT MISE A JOUR

L'absence d'une base de données opérationnelle et actualisée sur les points d'eau constitue une limitation pour les acteurs impliqués dans la programmation de l'approvisionnement en eau et la gestion des infrastructures à Madagascar.

USAID pourrait envisager **de reprendre son soutien financier et technique pour moderniser et opérationnaliser la base de données centralisée du MEAH (BDEA-SESAM)** afin d'aider à la coordination des partenaires. Cette activité nécessiterait une collaboration étroite avec le MEAH pour :

REAL WATER – ÉTUDE APPROFONDIE SUR L'EAU DANS LE GRAND SUD DE MADAGASCAR – RAPPORT SUR LES OPPORTUNITES DE PROGRAMMATION

1. Analyser de manière critique les systèmes de gestion des données hydrauliques existants (notamment, BDEA-SESAM) et définir les besoins futurs en matière de base de données ;
2. Consolider les données historiques du secteur de l'EAH et développer une solution technique de base de données en partenariat avec le MEAH pour répondre aux besoins d'informations des porteurs de projets;
3. Établir des procédures opérationnelles standard (POS) pour développer des processus solides de collecte et de centralisation des données de terrain ;
4. Réaliser un examen des capacités techniques existantes et nécessaires au maintien de la base de données à long terme, pour définir précisément les besoins du MEAH et des communes en matière de formation, de matériel et de recrutement de personnel;
5. Mener des campagnes de sensibilisation dans le secteur EAH à Madagascar pour faire connaître la base de données, la déployer et la faire vivre.

La mise en œuvre réussie devrait améliorer la coordination et aider à développer une relation de travail étroite entre le MEAH, USAID et les partenaires de mise en œuvre.

FINANCER UN ASSISTANT TECHNIQUE WASH AU MEAH A ANTANANARIVO

Le financement d'un poste d'assistant technique auprès du MEAH (basé au bureau du MEAH à Antananarivo) fournira :

1. Un point focal interne au MEAH pour plaider en faveur d'un changement institutionnel (comme détaillé ci-dessus) ;
2. Un soutien technique pour opérationnaliser la base de données nationale sur les points d'eau et en faire un outil central pour informer la coordination des acteurs et la prise de décision ;
3. Une opportunité de faciliter les relations de travail opérationnelles entre USAID, le consortium Rano Maharitra et le MEAH.

SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES LOCALES DANS LES DREAH ET LES COMMUNES

Les communes des régions Anosy et Androy impliquées dans le projet Mionjo ont toutes élaborées un Plan de Développement Communal Intégré et Inclusif (PDCII), incluant des investissements dans les systèmes d'approvisionnement en eau potable. Cependant, le projet Mionjo ne prévoit pas de développement de capacités spécifiques pour la gestion des contrats d'affermage ou la surveillance des infrastructures d'eau ; l'équipe Mionjo a exprimé un fort intérêt pour collaborer avec USAID, afin de compléter le renforcement sectoriel déjà en cours.

Pour développer ces capacités au niveau local, il sera essentiel de nouer des relations de travail solides avec le Comité Consultatif Régional (CCR), présidé par le gouverneur de chaque région cible. Une mise en œuvre à cette échelle de gouvernance pourrait favoriser le regroupement des systèmes d'eau pour les opérateurs privés, qui bénéficieront d'un soutien politique. Les initiatives de renforcement des capacités pourraient inclure :

1. Une série d'ateliers avec les leaders traditionnels, les communes, les Structures Locales de Concertation (SLC), le DREAH, le CCR et les opérateurs privés pour faciliter une analyse **critique et constructive des lacunes de la collaboration opérationnelle en matière**

d'approvisionnement en eau.

2. En utilisant les résultats de l'analyse des lacunes, adapter des sessions de **formation régulières et des ateliers pour le personnel du DREAH et des communes (STEAH si il existe) sur les compétences techniques et administratives, le développement du leadership et la gestion de projet.** Les sujets pourraient inclure :
 - a. Plaidoyer pour une augmentation des budgets de la DREAH.
 - b. Définition des rôles et des responsabilités de chaque acteur.
 - c. Gestion et planification des actifs en eau.
 - d. Supervision et surveillance des contrats des opérateurs privés.
 - e. Diagnostics et maintenance des pompes solaires.
 - f. Paiement effectif des taxes municipales pour établir un flux de financement STEAH fiable à long terme.

3. **Financer une assistance technique externe et un mentorat** pour fournir un soutien technique ad hoc à l'équipe de la DREAH et de la commune pour pouvoir relever des défis techniques spécifiques.

La question du niveau administratif optimal pour la supervision des partenariats public-privé (PPP) dans la prestation de services d'eau reste ouverte.

Des arguments solides existent en faveur et en défaveur d'une supervision au niveau communal, du district ou de la région. Nous encourageons toute future programmation d'USAID dans le secteur de l'eau à examiner soigneusement les avantages et inconvénients de chaque option en collaboration avec les autorités gouvernementales.

THEME 3 : AMELIORER L'OPERATIONNALISATION ET LA COORDINATION

OPPORTUNITES DE PROGRAMMATION

RENFORCER LA MISSION DE USAID A MADAGASCAR : COOPERATION OPERATIONNELLE USAID/HPN ET USAID/BHA

Le lancement de Rano Maharitra dans les régions d'Anosy et d'Androy crée un nouveau chevauchement géographique entre les activités de USAID/HPN et de USAID/BHA dans le Grand Sud, offrant des opportunités de collaboration, notamment :

1. **Intégrer les infrastructures de fourniture d'eau récemment réhabilitée** par USAID/BHA (désormais non fonctionnelles) dans les activités du Thème 1 et/ou du Thème 2 de Rano Maharitra ;
2. **Établir des réunions bilatérales régulières et formelles entre USAID/BHA et USAID/HPN pour le partage d'informations opérationnelles et de données** (la fréquence pouvant être déterminée en fonction du type et de l'ampleur de l'intervention humanitaire à un moment donné) ; et
3. **Utiliser les données de l'équipe de USAID/HPN sur les infrastructures hydrauliques** (type d'infrastructure, localisation, état, etc). Bien que la qualité de ces données puissent varier, elles fourniraient des informations précieuses pour orienter la planification des interventions d'USAID/BHA en cours.

ENCOURAGER USAID/BHA ET USAID/HPN A EXPLORER DES OPPORTUNITES D'INTEGRATION DU SECTEUR PRIVE DANS LES INTERVENTIONS HUMANITAIRES

Il existe une opportunité significative **d'adapter les réponses humanitaires conventionnelles aux sécheresses** (par exemple, le transport d'eau d'urgence et la fourniture d'eau gratuite aux communautés touchées) afin de minimiser les impacts négatifs sur les opérateurs privés d'eau potable. Par exemple, les mécanismes d'intervention existants, tels que les interventions agricoles humanitaires basées sur des bons, pourraient être reproduits pour subventionner l'achat d'eau aux opérateurs privés pendant les crises.

La collaboration avec le secteur privé via les partenaires de USAID/HPN et Rano Maharitra pourrait permettre de mettre en œuvre de telles approches. Comme pour d'autres opportunités identifiées, une telle approche nécessiterait une coordination entre les partenaires.

SOUTENIR LES PLATEFORMES DE COORDINATION OPERATIONNELLE AUX NIVEAUX NATIONAL ET LOCAL

Tous les acteurs interrogés reconnaissent la nécessité d'améliorer la coordination opérationnelle dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Les opportunités de programmation au niveau national incluent :

1. Explorer la possibilité pour USAID de **financer directement une plateforme de coordination NEXUS Grand Sud à Antananarivo** (reconnaissant que des organisations non gouvernementales (ONG) ont financé la précédente plateforme de coordination WASH DIORANO (dissoute en 2017)) via le consortium Rano Maharitra.

Les activités spécifiques pourraient inclure le soutien aux infrastructures et au personnel pour organiser/faciliter des réunions mensuelles, ainsi que des campagnes de sensibilisation avec le MEAH et le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes (BNGRC) ;

2. Organiser **des ateliers réunissant les membres des clusters WASH et Sécurité Alimentaire** pour identifier comment le secteur peut améliorer sa coordination opérationnelle en s'inspirant des mécanismes de coordination réussis en matière de sécurité alimentaire; et
3. Développer un plan de **plaidoyer interne pour USAID** (selon le Thème I) afin d'encourager le MEAH à accroître son implication dans la coordination opérationnelle WASH aux niveaux national et local (par exemple, encourager le MEAH à diffuser et plaider pour le Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau du Grand Sud prévu).

Le déploiement du projet Rano Maharitra en Anosy et Androy présente également une opportunité pour USAID de diriger la coordination opérationnelle locale, très nécessaire, via un partenaire d'exécution. Ce suivi pour être conduit à travers des réunions mensuelles.

Etablir un bureau de projet à Ambovombe pourrait également fournir une base locale pour les activités financées par USAID afin de faciliter de telles réunions, y compris avec la DREAH. Etre basé localement pourrait permettre :

- Une coordination régulière des opérations entre les acteurs clés ;

- Des ateliers qui cartographient les capacités techniques, développent ces capacités et identifient les besoins d'investissement du secteur pour combler les lacunes;
- La standardisation des approches techniques pour le soutien des activités soft et hard ;
- La mise en place de mécanismes concrets pour permettre aux acteurs de mobiliser la DREAH ;
- L'identification d'un point focal pour la consolidation et le partage de données (en lien avec l'opérationnalisation de la base de données WASH BDEA-SESAM du MEAH (voir ci-dessus) ; et
- Une opportunité d'engagement avec le cluster WASH de l'UNICEF concernant les interventions en matière d'infrastructure humanitaire en Anosy et Androy.

CADRE DE MISE EN ŒUVRE

DEFIS DE MISE EN ŒUVRE

Le Tableau 2 énumère les risques stratégiques de la programmation. L'attribution d'un risque « élevé » est cohérente avec le taux d'échec élevé des projets passés dans la zone d'étude.

Tableau 2 Identification des risques au niveau de la stratégie des projets

Thèmes	Risques	Probabilité	Atténuation
<p><i>Thème 1:</i> Mettre en place des fournisseurs privés de services d'approvisionnement en eau</p>	L'écosystème communautaire, de partenariat public-privé (PPP) et des parties prenantes évolue trop rapidement pour permettre la mise en œuvre d'une programmation significative et mesurable.	Élevé	<p>Zones géographiques gérables prédéfinies en tant que zones de projet pilote.</p> <p>Mise en œuvre de pilotes avant d'étendre la programmation à grande échelle.</p> <p>Alignement de la compréhension et des attentes du gouvernement de Madagascar (GoM) (via le MEAH) et des parties prenantes locales.</p>
	Un programme de subventions ne peut pas être exécuté de manière rentable en raison des coûts et de la complexité de la vérification.	Élevé	<p>Recherche détaillée au niveau local pour informer la conception du programme de subventions.</p> <p>Les coûts de mise en œuvre du programme et de sortie doivent être inclus dans le budget du programme.</p>
	Les subventions basées sur la performance nécessitent des mécanismes de vérification qui peuvent être coûteux et longs.	Élevé	Étudier les programmes de subventions basées sur la performance existants dans d'autres géographies, y compris les avantages et les coûts documentés.
<p><i>Thème 2:</i> Renforcer les capacités institutionnelles locales et nationales</p>	L'inertie du MEAH (Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hydraulique) inhibe les progrès tangibles.	Élevé	Des actions proactives sont nécessaires pour garantir l'adhésion à la stratégie du GoM, du MEAH et du DREAH.
	L'inertie des acteurs non gouvernementaux et d'une partie plus large du gouvernement de Madagascar (GoM) pourrait entraîner un manque de coordination tangible.	Élevé	Leadership proactif pour établir et opérationnaliser des structures de coordination nationales et locales.
	Développement d'une dépendance institutionnelle et de subventions.	Élevé	Établir une stratégie de sortie claire.

	Réticence des autres acteurs de mise en œuvre à s'engager de manière significative dans la coordination opérationnelle.	Élevé	Leadership en matière de coordination locale proactive via CARE ou d'autres partenaires de mise en œuvre de Rano Maharitra.
Tous	Mise en œuvre du projet perturbée par la sécheresse, la famine, les cyclones tropicaux et d'autres événements nécessitant des interventions humanitaires.	Élevé	Intégrer la programmation avec USAID/BHA et d'autres acteurs humanitaires. Le renforcement du système de gestion contribuera à la résilience des communautés et à leur capacité à répondre aux crises.

Les sections suivantes présentent un cadre de mise en œuvre visant à atténuer ces risques.

CALENDRIER, TEST PILOTES ET ECHELLE DU PROJET

Les risques élevés associés à la mise en œuvre des projets et le taux d'échec important des projets passés dans la zone d'étude suggèrent que les futures activités de programmation soient conçues dans un **cadre de projet stable et à long terme, idéalement sur cinq à dix ans**. Cela permettrait d'établir de solides relations avec les parties prenantes, de renforcer la confiance et de faciliter la programmation locale tout en réduisant le turnover du personnel.

Il est recommandé de commencer par une approche pilote à petite échelle, axée sur les communes et les districts, afin de perfectionner les méthodologies de programmation et d'apprendre des réussites et des échecs avant d'étendre le projet à une plus grande échelle.

L'agilité dans la gestion de projets doit être intégrée dans la mise en œuvre pour permettre une adaptation rapide aux famines et aux sécheresses, en collaborant avec le Cluster WASH et d'autres acteurs humanitaires à travers le Nexus.

LIEUX DE MISE EN ŒUVRE POTENTIELS

Un atelier d'une demi-journée en mai 2024 a été conduit par notre équipe, pour aborder la mise en œuvre actuelle des projets, la planification future et la volonté des partenaires de renforcer leur coordination.

L'intérêt confirmé du Projet Mionjo pour initier des activités avec USAID, ciblant les communes déjà incluses dans le projet est un signe encourageant. Ce processus nécessitera un examen des PDLII existant afin d'identifier, regrouper et prioriser les activités en collaboration avec toutes les parties prenantes.

Les éléments supplémentaires présentés dans le Tableau 3 devraient aider à affiner le ciblage géographique d' USAID et des autres acteurs impliqués dans Rano Maharitra.

Tableau 3 Considérations relatives à la sélection géographique

Points à considérer dans l'analyse	Commentaires
Tests pilotes et mise à l'échelle du projet	Une approche pilote ciblée au niveau communal sera mise à l'échelle au niveau du district en fonction des résultats et des conclusions du pilote.
Taille de la population	Notre analyse financière préliminaire indique qu'une taille de population communautaire d'au moins 2 000 individus est nécessaire pour qu'une opération de forage de puits alimentée par énergie solaire soit financièrement viable.
Statut socio-économique	Les communautés activement impliquées dans des activités génératrices de revenus et/ou proches des centres de marché et des routes devraient avoir une plus grande capacité et volonté de payer pour l'eau.
Type d'Infrastructure	Des puits individuels installés avec des pompes manuelles et/ou des mini-réseaux connectés à des puits alimentés par énergie solaire servent les localités ciblées.
Alignement avec la planification actuelle de Rano Maharitra	Rano Maharitra est en phase de planification, et les zones géographiques ciblées dans les régions d'Androy et d'Anosy restent sous examen par l'équipe de projet.
Éviter le chevauchement géographique et thématique avec les investissements et interventions d'autres acteurs sans coordination dédiée	Des investissements significatifs de la Banque mondiale, de la BAFD et de l'UE sont prévus dans les régions Anosy et Androy à moyen et long terme. Ces projets incluent tous ou incluront des thèmes communs. Par conséquent, une coordination opérationnelle détaillée est essentielle avec tous les acteurs pour éviter les doublons.
Investissements passés de réhabilitation de points d'eau humanitaires de USAID/USAID/BHA	USAID, par le biais de partenaires d'exécution, a précédemment réhabilité des forages d'eau dans la zone d'étude (exécutés par Catholic Relief Service en 2021), y compris la réhabilitation rapide d'au moins 12 forages équipés de pompes manuelles et solaires dans le district de Beloha (commune de Tranoroa) et le district de Tsihombe (commune d'Antaritarika, commune de Behazomanga). Cibler de tels endroits permettrait de s'appuyer sur des investissements passés de USAID/BHA.
Adhésion des autorités communales et de district	Le processus de sélection finale des lieux devrait inclure des discussions détaillées avec les autorités au niveau du district et de la commune pour garantir leur volonté et leur capacité à accepter les recommandations de l'étude proposées. Une prise en compte de la structure communautaire en place au niveau villageois lors du design des projets est indispensable à leur durabilité.

Deux zones potentielles pour des projets pilotes basés sur les conditions ci-dessus sont illustrées dans le schéma 2 :

- I. La première zone porterait sur des travaux de réhabilitation des infrastructures réalisés en 2021 par l'équipe USAID/BHA (via CRS en tant que partenaire d'exécution) dans les districts de Beloha et de Tsihombe (Région d'Androy). Ce site offrirait les avantages suivants :

- Des opportunités significatives de collaboration opérationnelle entre les équipes USAID/HPN et USAID/BHA qui renforcerait l'approche intégrée de NEXUS humanitaire/développement ;
 - La capitalisation sur les données existantes et les relations avec les parties prenantes locales établies grâce aux travaux déjà réalisés par les partenaires d'exécution de USAID ; et
 - Un maintien de l'appui sur les localités rurales éloignées qui dépendent des approvisionnements en eau par des forages équipés de pompes manuelles et solaires.
2. La seconde est la commune de Tanandava Sud (Région d'Anosy), visitée par l'équipe d'Hydroconseil, qui offre les opportunités de programmation suivantes :
- Une population rurale isolée d'environ 5 000 habitants ayant accès à des activités agricoles locales et des opportunités de génération de revenus sur la plantation de sisal adjacente ;
 - Deux forages avec des pompes solaires opérationnelles mais problématiques ;
 - Un maire relativement proactif avec une équipe STEAH en place, bien que de capacité limitée ;
 - Un opérateur privé sous contrat (Ny Ravo) mais qui a coupé les systèmes d'eau d'une école et d'un centre de santé dans le village en raison de non-paiement ; et
 - Des défis opérationnels liés à la précision des compteurs de débit.

La confirmation des besoins de soutien de la commune serait nécessaire par le biais de consultations avec les Plans de Développement Local, mais la mise en œuvre de pilotes parallèles dans ces deux zones offre l'opportunité d'appliquer et de comparer les résultats de la programmation dans deux contextes différents dans les Régions d'Androy et d'Anosy.

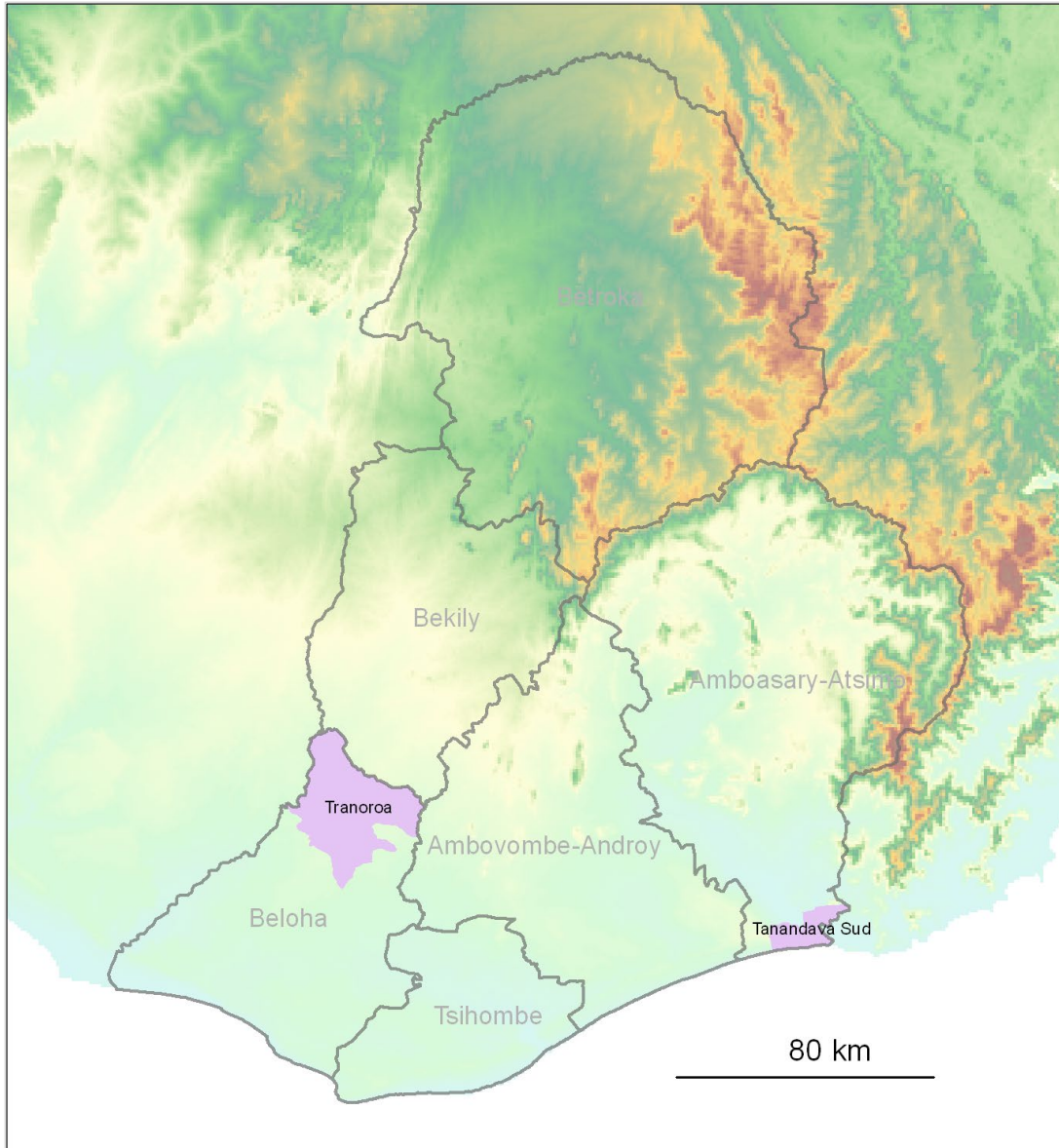


Schéma 1 Emplacements potentiels des essais d'activités locales

ROLES ET RESPONSABILITES DES PARTIES PRENANTES

Le tableau 4 présente une liste récapitulative des principaux acteurs pour la mise en œuvre du projet.

L'engagement des parties prenantes d'USAID dans la zone d'étude peut bénéficier des leçons tirées, des pratiques de travail actuelles et des relations existantes avec les parties prenantes établies dans le cadre des activités du Projet Mionjo.

Tableau 4 Principales parties prenantes

Parties prenantes	Engagement attendu
Gouvernorats de l'Androy et de l'Anosy	Engagement politique et coordination de haut niveau via le CCR au niveau des gouvernorats.
Ministère de l'Eau (MEAH)	Engagement au niveau national, y compris un plaidoyer collectif fort pour que le MEAH joue un rôle de leadership plus affirmé.
Ministère de la Décentralisation (MDAT)	Plaidoyer pour une délégation accrue de responsabilités aux communes et au DREAH.
Ministère de l'Agriculture (MINAE),	Coordination et intégration des programmes agricoles.
Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC)	Coordination des programmes de résilience, de NEXUS et des interventions humanitaires.
Ministère des Finances (MEF)	Plaidoyer pour une augmentation du financement à long terme des DREAH et des communes afin de réguler les systèmes d'eau.
Direction Régionale en Eau, Assainissement et Hygiène (DREAH)	Mise en œuvre de projets et renforcement des capacités au niveau local.
Opérateurs privés (Ny Ravo, Lovavilu, Cap Mad)	Mise en œuvre de projets au niveau local, partage d'informations, Bénéficiaires du renforcement des capacités et de la formation.
Opérateurs financés par l'État (JIRAMA, AES)	Ils n'opèrent pas dans des zones rurales isolées mais fourniront des retours d'expérience et des leçons utiles pour contribuer au développement et à l'implantation du projet.
Administration communale (maires et administrations communales), y compris STEAH	Mise en œuvre de projets et renforcement des capacités au niveau local via les SLC et guidés par les PLDII existants.
Banque Mondiale	Coordination de haut niveau et au niveau opérationnel via les différentes unités de gestion des projets. La Banque Mondiale a récemment mandaté le GRET pour définir des modèles de gestion pour l'approvisionnement en eau potable dans le Grand Sud. Les conclusions pourraient être pertinentes pour les travaux en cours de USAID et Rano Maharitra dans la région.
Projet Mionjo	Coordination opérationnelle et technique pour les programmes en cours de USAID.
Union Européenne	Coordination opérationnelle et technique pour les programmes en cours de USAID.

Banque Africaine de Développement	Coordination opérationnelle et technique pour les programmes en cours de USAID.
Partenaires de mise en œuvre (CARE, ACF, MSF, WHH, GRET, etc.) et ONG locales (FIFARAFIA, etc.)	Des partenaires locaux de mise en œuvre seront nécessaires pour la coordination opérationnelle.

INTEGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE

Traditionnellement, les femmes sont généralement exclues des groupes de leadership au niveau des villages et sont sous-représentées au niveau administratif des communes, bien qu'elles soient principalement responsables de la collecte de l'eau dans la zone concernée. Cependant, comme mentionné dans ce rapport, il existe des opportunités d'intégrer des actions spécifiques au genre dans les activités du projet, telles que :

- Impliquer les femmes dans le suivi des performances des SAEP, la collecte de données et le reporting sur les infrastructures d'eau (étant les principales utilisatrices, elles sont les premières à observer et à ressentir les défaillances des infrastructures) ;
- Veiller à ce que toutes les campagnes de sensibilisation mettent en évidence l'importance de l'égalité des sexes dans la gestion de l'eau ;
- Encourager et garantir un équilibre entre les genres lors des ateliers de déploiement, des activités communautaires et des formations visant à renforcer les capacités des opérateurs privés.

INTEGRATION DE L'ACTIVITE AGRICOLE

Les opportunités suivantes existent pour intégrer les activités agricoles dans les programmes d'approvisionnement en eau :

- Explorer des structures tarifaires différenciées pour l'eau potable et l'eau agricole avec les opérateurs privés, en tenant compte du fait que les communautés ne sont pas disposées à payer les mêmes tarifs pour l'abreuvement du bétail ou l'irrigation que pour l'eau potable. Intégrer cette flexibilité pourrait soutenir le maraîchage local et d'autres activités agricoles à petite échelle ;
- Inclure des activités agricoles dans les campagnes de sensibilisation communautaire et éducative. Par exemple, élargir les sessions de formation et d'éducation pour explorer les techniques agricoles favorisant les usages les plus efficaces de l'eau tout en maximisant le potentiel du maraîchage ;
- Profiter de la collaboration avec le projet Mionjo pour examiner les possibilités de coopération avec l'équipe du programme USAID pour l'Environnement Durable et le Développement Économique (SEED), afin d'introduire des activités de renforcement des capacités agricoles dans les formations sur la gestion des contrats d'affermage.

PROCHAINES ETAPES

Ce rapport propose une série d'options stratégiques et pratiques les régions Anosy et Androy. Nous soulignons l'importance d'une collaboration avec l'équipe du Projet Mionjo notamment avec l'équipe de Rano Maharitra, afin de :

- Intégrer les leçons tirées par le Projet Mionjo dans la planification de USAID et de Rano Maharitra ;
- Tirer parti des structures de gouvernance déjà en place dans le cadre du Projet Mionjo (telles que les SLC et le PLDII) et faciliter l'opérationnalisation de Rano Maharitra ;
- Renforcer les relations avec les parties prenantes et les approches complémentaires dans la zone d'étude.

À court terme, nous recommandons :

1. De réviser les **conclusions** pour les intégrer dans Rano Maharitra ;
2. D'organiser des réunions à Antananarivo pour **discuter en détail de la planification de Rano Maharitra** avec l'équipe du Projet Mionjo, l'UE, la BAfD et le MEAH. Ces discussions devront prendre la suite des échanges tenus dans le cadre de la présente étude (Buy-In), pour rechercher un consensus sur les zones géographiques prioritaires du programme USAID, les actions pour favoriser la coordination nationales et locales, et les mécanismes pour harmoniser les approches stratégiques et techniques des partenaires ;
3. **D'entamer des discussions avec le MEAH et les bureaux des gouverneurs (via les CCR)** afin d'assurer l'adhésion au projet.

ANNEXE A

IDENTIFICATION DES RISQUES ; PASSAGE DE SYSTEMES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU RURAUX GERES PAR LA COMMUNAUTE A DES SYSTEMES GERES PAR DES OPERATEURS PRIVES

Catégorie	Risque	Niveau de risque	Mesures d'atténuation potentielles
Sensibilisation et paiement par la communauté	Manque d'adhésion communautaire aux systèmes de tarification formelle de l'eau, entraînant une réticence à payer	Élevé	Campagnes d'engagement communautaire et de sensibilisation
	Capacité de paiement limitée au sein des communautés	Élevé	Établir une grille tarifaire adaptée à la capacité de paiement et déterminer les zones d'affermage en fonction de leur potentiel de rentabilité
	Coupure de l'approvisionnement en eau pour les communautés qui ne paient pas	Élevé	Campagnes d'engagement communautaire et de sensibilisation, avec des tarifs modulés en fonction des moyens pour ceux qui ne peuvent pas payer
	Les écoles et centres de santé communaux qui ne paient pas pour l'eau voient leur service interrompu par les opérateurs privés	Élevé	Développer des mécanismes tarifaires adaptés pour permettre aux opérateurs privés de fournir de l'eau aux institutions locales. Plaider au niveau national auprès des Ministères de l'Éducation et de la Santé pour un budget dédié à l'eau pour les institutions locales.
Opérateur privé	Les marges commerciales des opérateurs privés ne sont pas suffisantes pour fournir des services professionnels	Élevé	Renforcement des capacités en planification commerciale et gestion des actifs
	Définition floue des rôles et responsabilités entre opérateurs privés, communes et DREAH, ce qui entraîne des lacunes dans l'application des contrats et la prestation de services	Élevé	Collaborer avec les partenaires internationaux, les communes, le MEAH et la STEAH pour développer des contrats d'affermage adaptés au contexte local du Grand Sud. Ateliers techniques pour clarifier les rôles et responsabilités des parties prenantes.
	Concurrence des approvisionnements en eau gratuits mis en place par des ONG	Moyen	Plaider auprès du MEAH et du DREAH pour qu'ils appliquent leur stratégie institutionnelle et leurs directives. Coordination nationale et régionale des acteurs via une plateforme opérationnelle WASH.
Institutionnel	Le DREAH ne dispose pas des ressources humaines, financières ou techniques nécessaires pour remplir ses engagements réglementaires	Élevé	Renforcement des capacités du DREAH

	Mécanisme de financement du STEAH faible ou inexistant	Élevé	Collaborer avec les communes et les opérateurs privés pour formaliser et appliquer le paiement des taxes municipales afin d'établir une source de financement fiable et durable pour le STEAH
	Les changements de mandat du maire entraînent un renouvellement du personnel et une perte totale de la mémoire institutionnelle de la commune	Élevé	Formation et renforcement des capacités de l'administration au niveau communal
	L'absence de partage adéquat des données (du terrain au système centralisé) prive les opérateurs privés d'informations clés	Élevé	Moderniser le système de collecte et de gestion des données du MEAH
Force majeure	Les épisodes de sécheresse et de famine perturbent les opérations des opérateurs	Élevé	Améliorer la collaboration entre développement et humanitaire en alignant les activités de USAID/BHA et de USAID/HPN et en utilisant une base de données commune Impliquer le secteur privé de l'approvisionnement en eau dans les réponses humanitaires (par exemple, via des systèmes de bons d'achat)

ANNEXE B

APERÇU DU PROJET MIONJO

Objectifs du Projet Mionjo

L'objectif du projet Mionjo, selon le document d'information du projet 2020 (PID²), est « d'améliorer la résilience sociale et économique dans le sud de Madagascar en améliorant l'accès aux infrastructures de base et aux moyens de subsistance et en renforçant la gouvernance locale dans le sud de Madagascar, en mettant principalement l'accent sur les jeunes et les femmes ».

Composantes du projet

Le Projet Mionjo est multisectoriel et comporte cinq volets, détaillés dans le tableau ci-dessous. Ces informations incluent les allocations budgétaires basées sur des subventions financées par l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque mondiale.

Composante	Sous-composante
<p><i>Composante 1:</i></p> <p>Renforcement des gouvernements locaux décentralisés, planification participative et résilience sociale (équivalent de 10 millions USD)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Sous-composante 1A : Renforcement des collectivités territoriales décentralisées (CTD) sur la planification communautaire et la prestation de services (5 millions USD) Sous-composante 1B : Renforcement de la résilience sociale, de l'engagement citoyen et de la prévention des conflits (5 millions USD)
<p><i>Composante 2:</i></p> <p>Infrastructure de résilience (équivalent de 42,5 millions USD)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Sous-composante 2A : Subventions pour la résilience des communes (28,5 millions USD) Sous-composante 2B : Infrastructure régionale de résilience à l'eau (14 millions USD)
<p><i>Composante 3:</i></p> <p>Soutien aux moyens de subsistance résilients (équivalent de 36 millions USD)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Sous-composante 3A : Soutien aux organisations communautaires et aux chaînes de valeur locales (16 millions USD) Sous-composante 3B : Schémas d'irrigation pour des moyens de subsistance résilients (20 millions USD)
<p><i>Composante 4:</i></p> <p>Soutien à la mise en œuvre et apprentissage des connaissances (équivalent de 11,5 millions USD)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Sous-composante 4A : Plateforme de mise en œuvre du projet et de connaissances géospatiales (9 millions USD) Sous-composante 4B : Études et analyses préparatoires pour le projet de la Série de Projets 2 (SP 2) (2,5 millions USD)

² <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099041824115538927/pdf/P17711818f4d98061801f1fe2126a80333.pdf>
 REAL WATER – ÉTUDE APPROFONDIE SUR L'EAU DANS LE GRAND SUD DE MADAGASCAR – RAPPORT SUR LES OPPORTUNITES DE PROGRAMMATION

Composante 5:

Composante de réponse d'urgence conditionnelle (fonds à rediriger à partir d'autres composantes du projet si nécessaire)

En rapport avec les futurs programmes de USAID dans les régions d'Anosy et d'Androy, la Sous-composante 2 comprend :

- La conversion et le renforcement de points d'eau polyvalents (Systèmes à usages multiples – MUS) ainsi que la construction de nouveaux points d'eau équipés d'un système de désalinisation (en collaboration avec l'UNICEF).
- Un renforcement des capacités des communes pour accroître leurs connaissances en matière de développement de l'eau, ainsi que le renforcement des Services Techniques en Eau, Assainissement et Hygiène (STEAH) dans les communes alimentées en eau potable par réseau.
- Une campagne de communication pour promouvoir l'utilisation de l'eau potable.

La composante 5, dédiée aux urgences, prévoit également la conversion de points d'eau polyvalents (MUS). En cas de crise ou d'urgence éligible, des fonds peuvent être réaffectés à d'autres composantes du projet. Si elle est activée, cette composante financerait des actions de réponse rapide et des activités de relèvement précoce.

Calendrier

L'approche du Projet Mionjo consiste à *"s'écarter du soutien ponctuel à court terme fourni par les acteurs humanitaires et à adopter une approche régionale pour le développement économique local."* (Document d'évaluation du projet, 2020). Le projet est conçu sur une période de 8 ans, divisée en 2 phases de 4 ans chacune.

Commencée en 2021, la première phase du projet devrait se terminer en 2025, tandis que la phase 2 est prévue pour se terminer en 2029. Une collaboration entre l'UNICEF et le Projet Mionjo pour les Services à Usages Multiples (MUS) a débuté en 2016 avec 20 projets pilotes testés dans le district de Bekily. Le projet est actuellement en train d'être étendu dans les régions d'Androy et d'Anosy, avec une extension potentielle dans la région d'Atsimo Andrefana, en fonction des résultats de la mise en œuvre initiale.

Couverture géographique

La Phase I (2021 – 2025) est prévue dans 235 communes comme suit :

- 134 Communes dans les Districts de :
 - Tolagnaro, Amboasary Atsimo, Betroka (Région Anosy) ;
 - Ambovombe, Tsihombe, Beloha (Région Androy) ;

- Morombe, Beroroha, Ankazoabo (Région Atsimo Andrefana).
- 101 Communes dans les Districts de :
 - Bekily (Région Androy) ;
 - Toliara II, Ampanihy, Betioky, Benenitra (Région Atsimo Andrefana).

Des investissements totaux de l'ordre de 170 à 250K USD par commune sur la durée du projet sont prévus (comme confirmé par Project Mionjo lors d'une réunion avec Hydroconseil le 11 juillet 2024).

Partenaire de mise en œuvre

Le tableau ci-dessous présente les partenaires de mise en œuvre du Projet Mionjo. L'UNICEF est responsable de la mise à niveau des forages ruraux, soutenus par les partenaires locaux A2DM Développement, tandis que l'AIM gère les composantes institutionnelles et le renforcement des capacités. La FAO, quant à elle, prend en charge la mise en œuvre de la réponse d'urgence, si nécessaire.

Partenaire	Implication
UNICEF	Construction/réhabilitation de 606 Systèmes d'Eau Multi-Usage (MUS)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Mise en œuvre de la composante sur la réponse d'urgence conditionnelle
Catholic Relief Services	Développement d'infrastructures vertes et de paysages résilients pour les communautés vulnérables aux changements climatiques
Construire des moyens de subsistance plus doux	Amélioration de la situation socio-économique des agriculteurs en promouvant la consommation et la transformation de patates douces à chair orange (période de mise en œuvre de mai 2023 à mai 2025)
Fondation Tany Meva	Développement d'infrastructures vertes et de paysages résilients (composant 3d)
A2DM Développement	Soutien à la région et aux municipalités ciblées dans : <ul style="list-style-type: none"> ● Le renforcement de la gouvernance locale décentralisée, la planification participative, la résilience sociale et la collaboration entre les acteurs locaux avec le soutien des représentants de l'État ● Soutien aux communes pour postuler et gérer des fonds pour la réhabilitation et la construction d'infrastructures de résilience ● Mise en œuvre d'activités pour soutenir les moyens de subsistance résilients

	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la mise en œuvre du projet et à la gestion des connaissances en vue d'atteindre les indicateurs du cadre de résultats du projet • Conformité à la mise en œuvre des sauvegardes environnementales et sociales
AIM	Assurer la mise en œuvre opérationnelle grâce à un soutien local pour les acteurs du développement local : dirigeants communaux, structures de consultation locales, services techniques décentralisés et communautés de base. AIM travaille en consortium avec ses partenaires ONG locaux AMADESE, RAVINTSARA et SAF FJKM.

Principales parties prenantes

Le tableau ci-dessous résume les principales parties prenantes du projet.

Niveau	Structure	Mission
Niveau National	Comité interministériel	<p>Fournir des orientations stratégiques et assurer la cohérence et le soutien des activités du projet multisectoriel.</p> <p>Le Comité de Pilotage du Projet Mionjo (COPIL) est établi sous la présidence du Ministère chargé de la Décentralisation. Le Comité regroupe, entre autres, les Ministères suivants : le Ministère chargé de l'Agriculture, le Ministère chargé de l'Eau et de l'Assainissement, et le Ministère chargé des Finances.</p> <p>La mission du Comité de Pilotage Stratégique est de prendre des décisions stratégiques, de superviser la mise en œuvre globale des lignes d'action, d'approuver les plans de travail et les prévisions budgétaires pour chaque composant, ainsi que d'approuver les rapports techniques et financiers, ainsi que les rapports d'audit. En ce sens, il est responsable d'évaluer l'impact du Projet sur la base des résultats des activités de suivi et d'évaluation. Il approuvera les plans de travail et les budgets annuels et veillera à ce qu'ils soient conformes aux objectifs de développement du Projet. Au moins une fois par an, le Comité de Pilotage organisera une réunion annuelle avec les représentants des agences de financement pour assurer une bonne coordination des activités de mise en œuvre du Projet.</p>
	Ministère de l'intérieur et de la décentralisation (MID)	<p>Le Maître d'Ouvrage du projet est le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Son mandat est de gérer la mise en œuvre du projet. Il définira les axes stratégiques et les orientations opérationnelles pour la mise en œuvre globale du Projet et les fera valider par le Comité de Pilotage. Il approuvera et supervisera l'application de tous les documents cadres de sauvegarde environnementale et sociale tout au long de la mise en œuvre du projet.</p> <p>Le maître d'ouvrage est également responsable de la communication du projet auprès de tous les acteurs en collaboration avec le maître d'ouvrage délégué et l'unité de coordination du projet. En outre, les principales tâches du maître d'ouvrage consistent à mobiliser les ressources budgétaires et humaines nécessaires à la réalisation du projet, à suivre les progrès et à coordonner les différentes phases du projet.</p>

	Unité nationale de mise en œuvre des projets (N-PIU)	<p>Logé au sein du Ministère de l'Intérieur, il dirigera la mise en œuvre du projet, coordonnant les activités sur le terrain et les rapports d'avancement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir le soutien nécessaire pour le SLC établi et le renforcement des services déconcentrés, sous-composante 1A ; • Soutenir les examens techniques, fiduciaires, environnementaux et sociaux pour tous les sous-projets sous la sous-composante 2A ; • Doter en personnel technique décentralisé au besoin et élaboré dans le PIM pour soutenir les bureaux des gouverneurs dans la mise à jour de leurs différents plans de développement régional et soutenir la coordination avec les gouvernements régionaux et les partenaires facilitateurs. <p>L'Unité de Gestion du Projet (PMU) est responsable de la coordination et de la gestion globales. Son existence est justifiée par la multiplicité des acteurs impliqués dans la mise en œuvre. La PMU est responsable de la coordination régulière des activités et de la consolidation des résultats du Projet (qui sont fournis périodiquement par les entités de mise en œuvre). La PMU agit également comme interface du Projet avec les organismes externes. En pratique, la PMU suit les réalisations techniques et financières en accord avec le Cadre de Résultats validé, et rend compte au Comité de Pilotage inter-ministériel et à la Banque.</p>
	Fonds de Développement Local (FDL)	<p>Responsable des transferts fiscaux du niveau central vers les communes pour construire et réhabiliter les infrastructures de base.</p> <p>Le Fonds de Développement Local (FDL) est le maître d'ouvrage délégué du Projet. Il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage. En tant que tel, il fournit une assistance au Maître d'Ouvrage. Compte tenu des contraintes opérationnelles de ce dernier, le MOD suit le projet de sa conception à son achèvement, dans le respect total des objectifs et des résultats attendus. Il est responsable de l'organisation, de la prévision et de la planification, ainsi que de la rédaction des contrats, études et travaux. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet MIONJO, le MOD utilisera les manuels de procédures administratives et financières conçus pour le Projet (notamment en ce qui concerne les appels d'offres, l'évaluation des offres, l'attribution des contrats et leur exécution).</p> <p>L'accord entre le Maître d'Ouvrage et le MOD doit spécifier les procédures de suivi et de contrôle, y compris la nature, la fréquence et le contenu des rapports à fournir par le Maître d'Ouvrage Déléguée (MOD).</p>
	Institut national pour la décentralisation et le développement local	Responsable de la formation et du soutien technique.
Niveau communal	Structures Locales de concertation (SLCs)	Structures de gouvernement local pour la participation et le dialogue, dirigées par le maire.

Opportunités pour la programmation de USAID

Notre analyse repose sur l'examen de documents publiquement disponibles de la Banque mondiale et du Projet Mionjo, listés à la fin de cette annexe, ainsi que sur de nombreuses réunions entre Hydroconseil, USAID et l'équipe du Projet Mionjo. Cela inclut, plus récemment, une réunion du 11 juillet 2024 entre Hydroconseil, USAID et la responsable des composantes eau du projet, employée directement par le Projet Mionjo.).

Nous avons identifié plusieurs lacunes spécifiques de programmation qui pourraient être intégrées dans la future programmation d'USAID afin de compléter les activités du Projet Mionjo en cours:

- **Soutien aux opérateurs privés et aux comités d'eau communautaires** : Le Projet Mionjo prévoit que l'infrastructure d'approvisionnement en eau modernisée soit gérée soit directement par des opérateurs privés (via des PPP), soit par un comité de gestion communautaire (PPP-C) pour les systèmes plus petits et isolés. Toutefois, le Projet Mionjo ne comprend pas de composantes spécifiques pour soutenir les opérateurs privés ou les communautés dans la gestion des systèmes modernisés. Cela a été confirmé lors d'une réunion entre Hydroconseil et Karine VOGNIMANOROSOLO du Projet Mionjo le 11 juillet 2024.
- **Renforcement des capacités locales des communes et des institutions** : Bien que le Projet Mionjo consacre des investissements importants au renforcement des capacités, il ne couvre pas le soutien nécessaire pour la réglementation et la gestion des contrats d'affermage, ni pour la surveillance et la gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau.

Au cours des discussions avec le Projet Mionjo et USAID dans le cadre de cette étude, l'équipe du Projet Mionjo a exprimé un vif intérêt et une volonté de collaborer étroitement avec l'équipe d' USAID pour la programmation future sur ces thématiques.

Des discussions supplémentaires seront nécessaires entre USAID et le Projet Mionjo pour poser les bases de cette collaboration future et opérationnaliser la programmation.

Documentation consultée sur le projet Mionjo

Date	Titre	Auteur
Février 2020	Official-Documents-Agreement-for-Advance-V306-MG	Banque Mondiale
Novembre 2020	Project appraisal document on a proposed grant	Banque Mondiale
Octobre 2020	Project Information Document (PID)	Banque Mondiale
Décembre 2020	Social sustainability and inclusion Eastern and Southern Africa	Banque Mondiale
2020	Cadre de Gestion environnemental et social	Banque Mondiale
Octobre 2021	Environmental-and-Social-Commitment-Plan	République de Madagascar
Novembre 2021	Project additional financing	Banque Mondiale
Décembre 2021	Official-Documents-Additional-Financing-Agreement-for-Grant	République de Madagascar
Avril 2022	Plan de mobilisation des parties prenantes	Ministère de l'intérieur de et la décentralisation
Novembre 2022	Sous-Projet de réhabilitation des infrastructures du pipeline Mandrare - Sampona	Artelia
Juin 2023	Auditing document	Cabinet MPANAZAVA
2023	Projet de contrat de délégation de service public de l'eau potable entre la commune et le délégataire	Ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène
2023	Technical Mionjo datasheet	Banque Mondiale
Avril 2024	Environmental and Social Management Plan Avril 2024	Republic of Madagascar
Avril 2024	Implementation Status and Results Report	Banque Mondiale
Avril 2024	Restructuring paper	Banque Mondiale